



Concurrence et Stabilité du Secteur Bancaire au Zimbabwe

Philton Makena

Août 2021 / No.764

Résumé

L'étude examine l'impact des changements dans la concurrence du secteur bancaire sur la stabilité de l'industrie au Zimbabwe en utilisant un échantillon de dix-huit banques pour la période 2009-2017. La période d'étude coïncide avec une époque où le pays a connu une croissance et une stabilité (sous la dollarisation complète) après une décennie de crise économique (avant la dollarisation complète). Premièrement, l'étude utilise une version modifiée de l'indicateur de Boone (2008) pour établir l'évolution de la concurrence. Ensuite, le Z-score est utilisé pour étudier le lien entre la concurrence du secteur bancaire et la

stabilité du pays. L'étude établit que la concurrence du secteur bancaire au Zimbabwe a enregistré une augmentation prononcée entre 2009 et 2012. Cela a été, dans une certaine mesure, attribué aux modèles d'affaires agressifs des banques qui ont cherché à augmenter la clientèle en offrant des prêts pour augmenter les bases d'actifs et la rentabilité. Cette tendance s'est toutefois inversée après 2012, puisque la concurrence a constamment diminué entre 2013 et 2017, principalement en raison de la baisse de la demande de prêts aux particuliers et aux entreprises et d'une approche mesurée des banques dans l'émission de nouveaux prêts suite à une augmentation des prêts non-performants (PNP). La relation entre la concurrence et la stabilité du secteur bancaire est forte et la concurrence semble être bonne pour le secteur bancaire du pays. Nos conclusions ont des implications politiques potentiellement importantes concernant la conception et l'application de réglementations qui créent les bonnes incitations pour préserver la stabilité, tout en étant conscient du lien entre la concurrence et la stabilité. La compréhension de la dynamique de la concurrence et de la stabilité est cruciale non seulement pour les banques, les régulateurs bancaires et les décideurs politiques au Zimbabwe, mais aussi pour d'autres pays en développement, car ils ont le pouvoir de façonner la concurrence bancaire à des niveaux qui produisent les niveaux de stabilité souhaités. Pour les banques, la concurrence a des implications sur leur accès au financement et sur la stabilité du secteur.

Introduction

Au cours des deux dernières décennies, le secteur bancaire du Zimbabwe a fonctionné dans des conditions difficiles et uniques. Pendant la décennie qui a précédé l'adoption de la dollarisation complète, l'économie a connu des niveaux élevés d'inflation et, par conséquent, un déclin de la croissance¹. Cette période a également coïncidé avec l'amélioration de la supervision bancaire et la mise en œuvre d'une nouvelle législation bancaire visant à libéraliser le secteur. Ces faits, associés à la volatilité des capitaux et des dépôts pendant la période d'hyperinflation, ont eu une incidence sur la concurrence et la stabilité des banques opérant dans le pays à cette époque. L'adoption de la dollarisation totale a donné naissance à un environnement radicalement nouveau, qui a créé à la fois des opportunités et des défis pour le secteur bancaire. Bien que ce changement ait permis un retour à la normale, le nouvel environnement a introduit des défis et des risques pour le secteur bancaire. Dans le cadre de la dollarisation totale, la banque centrale est limitée dans l'utilisation des instruments de politique monétaire et financière standard et, en tant que telle, la

1 Le Zimbabwe a adopté la dollarisation totale en février 2009 dans le but de gérer l'hyperinflation et la crise économique qui ont dominé la période 2000-2008. La dollarisation a permis l'utilisation simultanée de cinq monnaies, à savoir le dollar américain, le rand sud-africain, la livre sterling, le pula botswanais et l'euro. Le dollar zimbabwéen a ensuite été officiellement démonétisé en juin 2015.

banque centrale peut ne pas être en mesure de façonner la concurrence bancaire à des niveaux qui produisent les niveaux de stabilité souhaités.

Avant la dollarisation, certaines banques ont été placées sous curatelle et/ou liquidées, alors qu'après l'adoption de la dollarisation, on a assisté à plusieurs fermetures, fusions et acquisitions de banques. En outre, plusieurs banques ont migré des catégories bancaires inférieures telles que les maisons d'escompte et de financement vers la banque commerciale qui offrait ostensiblement un plus grand champ d'action. Deux postulats contrastés peuvent être tirés de ces évolutions. Certains peuvent affirmer que les liquidations, les fusions et les acquisitions de banques ont réduit le nombre de banques (augmentation de la concentration) et, ce faisant, ont augmenté le pouvoir de marché des banques individuelles et donc réduit les niveaux de concurrence bancaire. D'autre part, les deux périodes macroéconomiques qui ont précédé et suivi l'adoption de la dollarisation ont pu intensifier la concurrence dans le secteur bancaire du pays, les banques se faisant concurrence sur les marchés des dépôts et des prêts, dans le contexte d'une faible base de dépôts et de problèmes de liquidité. En outre, l'augmentation du nombre de banques commerciales, par le biais de la migration à partir d'autres catégories, peut avoir entraîné une concurrence accrue sur les marchés des dépôts et des prêts, puisqu'il s'agit de leur principal secteur d'activité.

C'est dans ce contexte que cette étude évalue empiriquement l'impact de l'évolution de la concurrence sur la stabilité du secteur bancaire du pays pour la période 2009-2017. Cette époque coïncide avec une période durant laquelle le Zimbabwe était en pleine dollarisation. L'introduction de réformes de la réglementation du secteur bancaire, les politiques macroéconomiques ainsi que les développements macroéconomiques au Zimbabwe sous la pleine dollarisation ont créé des défis et des opportunités uniques pour le secteur bancaire du pays, par rapport à d'autres pays africains. En outre, une évaluation de l'impact de la concurrence du secteur bancaire sur la stabilité de l'industrie au Zimbabwe est une question relativement inexplorée, en particulier dans un régime entièrement dollarisé, sauf pour Sanderson Le Roux et Mutandwa (2018). En tant que tel, ce document cherche à atteindre trois objectifs principaux, à savoir (i) déterminer empiriquement l'évolution de la concurrence dans l'industrie bancaire du Zimbabwe après l'adoption de la dollarisation complète (ii) établir le lien entre le niveau de concurrence et la stabilité dans l'industrie bancaire du pays au cours de la même période et (iii) déduire si la concurrence, si elle existe, est bonne (si elle favorise la stabilité dans l'industrie bancaire du pays) ou mauvaise (si elle engendre la fragilité dans l'industrie).

L'étude utilise une version modifiée de l'indicateur de Boone (2008), une nouvelle mesure de la concurrence des entreprises, pour établir l'évolution de la concurrence dans le secteur bancaire du Zimbabwe pour la période 2009-2017 en utilisant un échantillon de dix-huit banques. L'étude utilise également le Z-score pour étudier le lien entre la concurrence bancaire et la stabilité du secteur bancaire du pays. Les résultats montrent que la concurrence dans le secteur bancaire au Zimbabwe a

enregistré une augmentation marquée entre les années 2009 et 2012, principalement attribuée aux modèles d'affaires agressifs des banques qui ont cherché à augmenter la clientèle en offrant des prêts pour augmenter les bases d'actifs et la rentabilité. Cette tendance s'est toutefois inversée après 2012, puisque la concurrence a constamment diminué entre 2013 et 2017. Cela s'explique principalement par la baisse de la demande de prêts aux particuliers et aux entreprises et par une approche mesurée des banques dans l'émission de nouveaux prêts suite à la hausse significative des PNP. La relation entre la concurrence et la stabilité du secteur bancaire est forte et la concurrence semble être bonne pour le secteur bancaire du pays. Les résultats de l'étude ont des implications politiques potentiellement importantes concernant la conception et l'application de réglementations qui créent les bonnes incitations pour préserver la stabilité, tout en étant conscient du lien entre la concurrence et la stabilité. La compréhension de la dynamique de la concurrence et de la stabilité est cruciale non seulement pour les banques, les régulateurs bancaires et les décideurs politiques au Zimbabwe, mais aussi pour d'autres pays en développement, car ils ont le pouvoir de façonner la concurrence bancaire à des niveaux qui produisent les niveaux de stabilité souhaités. Pour les banques, la concurrence a des implications sur leur accès au financement et sur la stabilité du secteur.

Cet article contribue à la littérature existante sur la concurrence d'une manière distincte, en ce sens qu'il s'ajoute aux quelques études qui appliquent cette méthode au secteur bancaire d'un pays en développement, au motif qu'elle constitue une amélioration des mesures de concentration généralement acceptées et largement utilisées, telles que l'indice Herfindahl-Hirschman (IHH). Néanmoins, l'étude utilise également l'IHH, pour des vérifications de robustesse. La période d'étude coïncide avec une époque où le pays a connu la croissance et la stabilité (sous la dollarisation complète) après une décennie de crise économique (avant la dollarisation complète), présentant ainsi un cas intéressant, différent des expériences de la plupart des pays africains. Le reste du document est organisé comme suit : La section 2 détaille la structure et l'évolution du secteur bancaire du Zimbabwe. La section 3 présente un aperçu de différentes mesures de la concurrence bancaire, ainsi que la littérature théorique et empirique sur la relation entre la concurrence et la stabilité du secteur bancaire. La section 4 explique la méthodologie économétrique, la section 5 les résultats empiriques et la discussion, et la section 6 conclut et propose des recommandations politiques.

Structure et développement du secteur bancaire au Zimbabwe

Le Zimbabwe possède tous les éléments d'un secteur financier moderne et bien développé, notamment l'assurance-vie et l'assurance générale, des fonds publics et privés, et des marchés de capitaux actifs, dont la Bourse du Zimbabwe (ZSE) et plusieurs courtiers en valeurs mobilières. Au 31 décembre 2017, le pays comptait

dix-neuf institutions de dépôt enregistrées, composées de quatorze banques commerciales, quatre sociétés de construction et une caisse d'épargne. Le tableau 1 ci-dessous montre la tendance de l'architecture du secteur bancaire du pays pour certaines années couvrant la période 2003 à 2017.

Tableau 1: Tendances de l'architecture du secteur bancaire

Catégorie bancaire	Nombre des institutions								
	2003	2006	2009	2010-2012	2013	2014	2015	2016	2017
Banques commerciales	16	14	18	17	15	15	13	13	14
Sociétés de construction	5	4	4	4	4	4	4	5	4
Banques d'affaires	6	5	4	4	2	1	0	0	0
Caisses d'épargne	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Maisons d'escompte	9	6	1	0	0	0	0	0	0
Sociétés de financement	5	4	0	0	0	0	0	0	0
Nombre total de banques	42	34	28	26	21	21	18	19	19

Source : Banque de réserve du Zimbabwe

Comme le montre le tableau 1 ci-dessus, les banques commerciales ont continué, au fil des ans, à dominer le secteur bancaire du pays et les cinq plus grandes représentent plus de 65 % des actifs du secteur et 82 % des actifs des banques commerciales. Sur les dix-neuf banques qui ont opéré en 2017, six appartenaient aux étrangers. Au 31 décembre 2017, le total des actifs détenus par les quatorze banques commerciales équivalait à près de 50 % du produit intérieur brut (PIB), dont près de 24 % étaient détenus par les six banques à capitaux étrangers. Les banques à capitaux étrangers représentaient 42 % de la part de marché, tandis qu'une banque à capitaux nationaux en détenait plus de 30 %. En moyenne, 50 % des revenus des banques sont basés sur les intérêts, tandis qu'environ 40 % proviennent des frais et commissions.

La baisse marquée du nombre total de banques, qui est passé de quarante-deux en 2003 à vingt-huit en 2009, comme indiqué au tableau 1 ci-dessus, est principalement due au fait que certaines banques ont été placées sous curatelle et/ou liquidées. Après l'adoption de la dollarisation en 2009, plusieurs fermetures, fusions et acquisitions de banques ont été observées et le nombre total de banques est ainsi passé de vingt-huit en 2009 à dix-neuf à la fin de 2017. En outre, plusieurs banques ont migré des catégories bancaires inférieures telles que les maisons d'escompte et de financement vers la banque commerciale qui offrait ostensiblement un plus grand champ d'action.

La Banque de réserve du Zimbabwe (*Reserve Bank of Zimbabwe* [RBZ]) est responsable de la réglementation et de la supervision des banques au Zimbabwe. La loi sur la RBZ [chapitre 22 :15] habilite la RBZ à superviser les institutions bancaires et à favoriser la stabilité et le bon fonctionnement de l'ensemble du système financier. Le rôle de supervision et de réglementation est confié au département de supervision bancaire (BSD) de la RBZ, qui supervise les banques du pays. La loi et les règlements bancaires (Instrument statutaire 205 de 2000) prévoient l'enregistrement, la réglementation, le contrôle continu et la supervision des personnes exerçant des activités bancaires au Zimbabwe. La RBZ, par l'intermédiaire du BSD, est également habilitée à enregistrer et à superviser les sociétés de gestion d'actifs, les institutions de microfinance, les sociétés de construction et les caisses d'épargne, suite à l'invocation de la section 3 (3) de la loi bancaire en mars 2005.

Pendant la décennie qui a précédé la dollarisation totale, l'économie a connu des niveaux élevés de croissance de la masse monétaire, des prix faussés et de graves pénuries de devises étrangères. Ces évolutions ont donné lieu à une forte inflation et, par conséquent, à une baisse du produit intérieur brut (PIB), comme le montre le tableau 2.

Tableau 2: Évolution de la situation macroéconomique et du secteur bancaire : 2001-2008

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Croissance du PIB (%)	-3,1	1,4	-8,9	-17,0	-5,8	-5,7	-3,5	-3,7	-17,7
Taux d'inflation (%)	55,9	6,7	140,1	431,7	282,4	302,1	1.096,7	24.411,0	231.000.000,0

Source : Ministère des finances et Banque de réserve du Zimbabwe

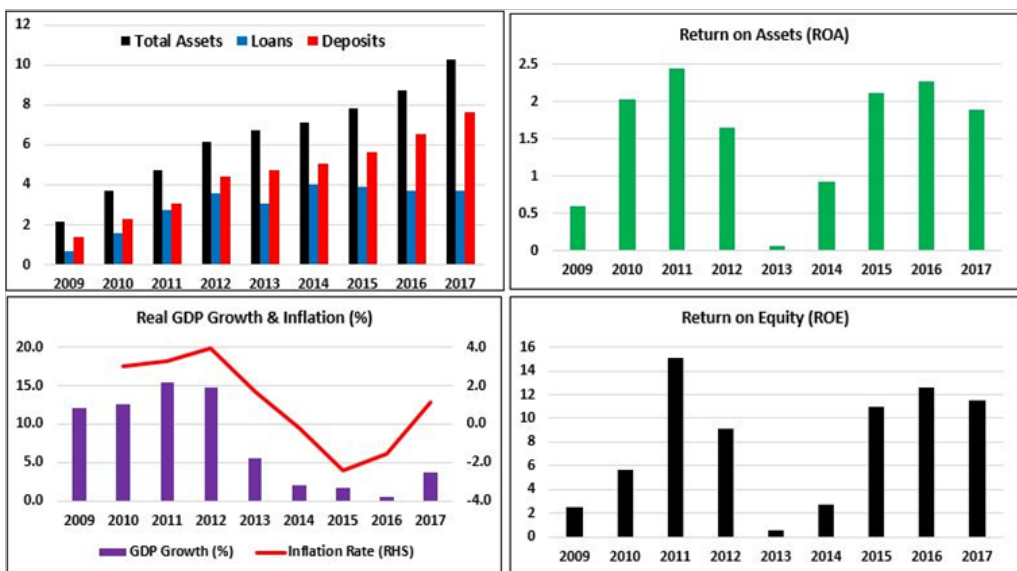
En mars 2007, la hausse des prix a atteint des niveaux d'hyperinflation, définie comme une inflation mensuelle supérieure à 50 %. En 2008, le pays avait perdu plus de 40 % de sa production nationale en raison d'une période prolongée de croissance négative. En juillet 2008, l'inflation en glissement annuel a atteint un pic de 231 millions de pour-cent (voir tableau 2).

La détérioration de l'économie zimbabwéenne, qui s'est étalée sur une décennie, a eu des répercussions négatives sur la santé du secteur bancaire du pays en raison de l'érosion des liquidités, de la base d'actifs, de la rentabilité et de l'augmentation des créances douteuses. Cette période a également coïncidé avec une amélioration de la supervision bancaire et la mise en œuvre d'une nouvelle législation bancaire visant à libéraliser le secteur. Ces développements, en particulier la volatilité des capitaux et des dépôts, ont eu une incidence sur la concurrence et la stabilité des institutions bancaires opérant dans le pays.

L'adoption de la dollarisation totale en février 2009 a constitué un moment décisif pour le secteur bancaire du pays. Elle a ouvert la voie à un environnement radicalement nouveau, qui a créé à la fois des opportunités et des défis pour le secteur bancaire. Bien que ce changement de politique ait permis un retour à la normale, le nouvel environnement a également introduit certains défis et risques pour le secteur bancaire. Dans le cadre d'une dollarisation totale, la banque centrale est limitée dans l'utilisation des outils de politique monétaire et financière standard comme instruments de politique, en particulier parce que les décisions relatives à la masse monétaire et aux taux d'intérêt ont été effectivement retirées des mains des autorités. En tant que telle, la banque centrale n'a pratiquement aucun outil à sa disposition pour mener une politique monétaire traditionnelle et, par conséquent, la banque centrale n'est peut-être pas en mesure de façonner la concurrence bancaire à un seuil qui produise les niveaux de stabilité souhaités.

Le secteur bancaire du pays a émergé d'une période d'hyperinflation et de contraction économique avec une capacité d'intermédiation très limitée et le secteur a continué à lutter pour mobiliser des financements en devises étrangères dans les premières années après 2009. Les contraintes de liquidité ont limité le taux de croissance du crédit au secteur privé pendant cette période. La rentabilité, la base d'actifs, le crédit au secteur privé des banques zimbabwéennes se sont quelque peu améliorés après 2009, suite à un environnement économique plus favorable, comme le montre la figure 1 ci-dessous.

Figure 1: Évolution de la situation macroéconomique et du secteur bancaire: 2009-2017



Source : Ministère des finances et Banque de réserve du Zimbabwe

Cependant, les petites banques ont pris davantage de risques, atteignant des clients plus modestes, parfois non bancarisés, et augmentant potentiellement la volatilité des revenus et de la rentabilité des banques. En outre, même les institutions apparemment liquides étaient réticentes à prêter en raison des difficultés à fonctionner sans marché interbancaire et sans le guichet de prêteur en dernier ressort de la banque centrale. Peu d'emprunteurs étaient considérés comme solvables, et les banques sont restées prudentes dans leurs prêts.

Alors que le secteur bancaire est entré dans l'ère de la dollarisation avec un peu plus d'un quart de sa taille de 2004, l'hyperinflation ayant presque entièrement érodé la valeur réelle des actifs et passifs financiers en monnaie nationale, l'année 2010 a vu l'expansion des bilans des banques. Après la fin de l'hyperinflation, le crédit bancaire a augmenté, soutenu par la forte croissance des dépôts, la reprise économique et la formalisation de l'économie (voir les prêts dans la figure 1). Toutefois, les vulnérabilités du secteur bancaire se sont accrues parallèlement à l'expansion du crédit et des dépôts. Certaines petites banques ont eu du mal à se conformer aux exigences minimales en matière de fonds propres, ce qui a entraîné une augmentation du risque de crédit et des PNP. Le nouvel environnement a également introduit des défis pour le secteur bancaire, notamment le risque de sécurité, l'augmentation du risque de crédit lié au change et le risque lié à la génération de revenus.

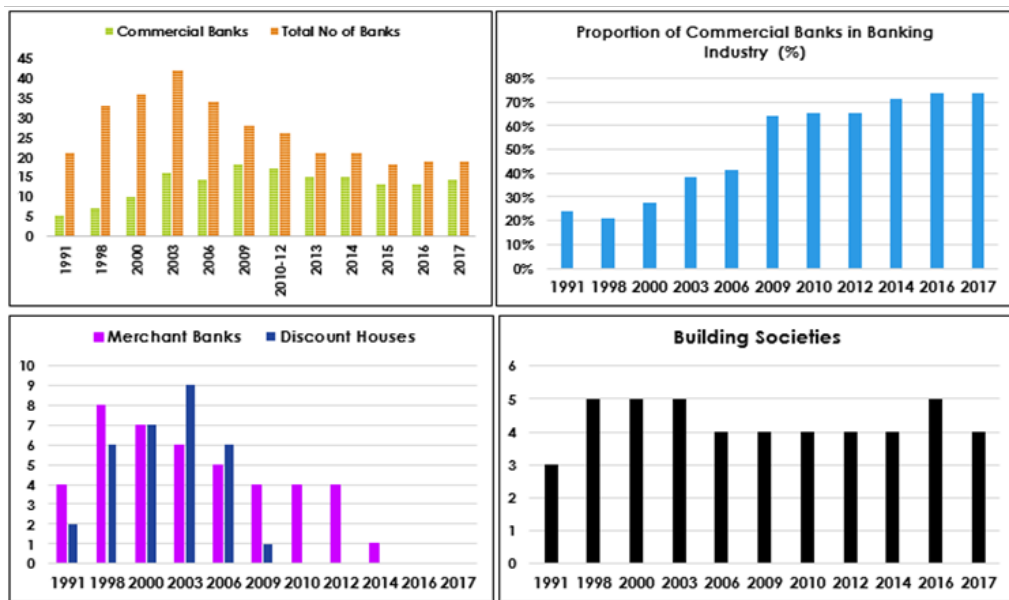
Alors que les banques sont censées contribuer au processus de reprise économique, notamment en fournissant des crédits au secteur réel, les fonds propres de la plupart des institutions bancaires ont été érodés dans un environnement hyperinflationniste, ce qui s'est traduit par des valeurs de capital insignifiantes après le passage à la dollarisation. La dollarisation a également accru le risque opérationnel, en particulier les risques de sécurité et de fraude dans les institutions bancaires. Le risque de crédit des banques est passé de la monnaie locale à la monnaie étrangère, car la démonétisation de la monnaie locale a rendu superflu le mécanisme de prêt en dernier ressort de la banque centrale en monnaie nationale.

Le nombre de banques commerciales a augmenté au fil des ans, passant de cinq en 2003 à un maximum de dix-huit en 2009, avant de retomber à quatorze en 2017, comme le montre la figure 2 ci-dessous.

Cela s'explique, en partie, par la migration de plusieurs institutions bancaires de la banque d'affaires, des maisons d'escompte et de financement vers la banque commerciale. En même temps, le nombre de banques est passé de quarante-deux en 2003 à dix-neuf en 2017 en raison de fermetures, de fusions et d'acquisitions. Deux postulats contrastés peuvent être tirés de ces évolutions. D'une part, les fusions et acquisitions, dont l'effet serait de diminuer le nombre de banques (augmenter la concentration) dans le système et par conséquent d'augmenter le pouvoir de marché des banques individuelles, une évolution qui conduirait vraisemblablement à une

baisse des niveaux de concurrence bancaire. D'un autre côté, l'augmentation du nombre de banques commerciales peut avoir entraîné une concurrence accrue sur les marchés des dépôts et des prêts, puisqu'il s'agit de leur principal secteur d'activité.

Figure 2: Tendances de l'architecture du secteur bancaire



Source : Banque de réserve du Zimbabwe

Concurrence et stabilité du secteur bancaire

Il existe plusieurs notions concurrentes qui tentent d'expliquer la relation entre la concurrence et la stabilité. Marcus (1984), Chan et al. (1986) et Keeley (1990) discutent le point de vue traditionnel, également connu sous le nom de notion de « concurrence-fragilité ». Elle affirme que la concurrence dans le secteur bancaire compromet la stabilité, car la concurrence entraîne une baisse des bénéfices et érode la valeur de la franchise d'une banque, résultats qui peuvent inciter les banques à s'engager dans des secteurs d'activité risqués. En outre, la concurrence peut engendrer l'aléa moral et la sélection adverse sur le marché des prêts, augmentant ainsi les risques de fragilité des banques (Allen et Gale, 2000). Dans un système bancaire fortement concentré et donc moins concurrentiel, le point de vue « concurrence-fragilité » postule que les grandes banques peuvent diversifier leurs portefeuilles, se protégeant ainsi de l'éventualité de crises. D'autre part, le point de vue « concurrence-stabilité » postule que la concurrence dans le secteur bancaire est bonne, car elle renforce la stabilité. Les partisans de cette notion sont en désaccord avec l'affirmation de la « concurrence-fragilité » selon laquelle les systèmes bancaires fortement concentrés et moins

concurrentiels sont plus stables. Ils affirment au contraire qu'un pouvoir de marché élevé, synonyme de systèmes bancaires plus concentrés et moins concurrentiels, peut inciter les banques à pratiquer des taux d'intérêt plus élevés. Cela ne peut qu'accroître l'aléa moral et la sélection adverse, entraînant une augmentation des prêts non-productifs et, en fin de compte, l'instabilité du secteur bancaire.

Les conclusions empiriques antérieures sur la relation entre la concurrence et la stabilité du secteur bancaire sont mitigées. Au niveau national, il a été démontré qu'une concurrence accrue augmente la prise de risque au niveau des banques (Dell'Ariccia, Igan et Laeven, 2008). En particulier, les conclusions de la seule étude sur la concurrence et la stabilité des banques au Zimbabwe par Sanderson et al. (2018) pour la période 2010-2016 soutiennent le point de vue « concurrence-fragilité ». Toutefois, comme l'indique le Groupe de la Banque mondiale (2013), les conclusions de Boyd et Runkle (1993), Boyd et Graham (1998) et De Nicolo (2001) contestent le point de vue de la concurrence-fragilité selon lequel « les grandes banques sont moins susceptibles de faire faillite », ce qui conforte le point de vue de la « concurrence-stabilité ». En outre, le point de vue de la « concurrence-stabilité » est corroboré par les résultats qui utilisent des ensembles de données chronologiques transnationales (Schaeck et Cihák, 2008).

En conclusion, alors que l'opinion traditionnelle veut que la concurrence bancaire soit mauvaise pour la stabilité, d'autres études ont montré que la concurrence favorise l'efficacité et l'inclusion financière et qu'elle est un vecteur de stabilité du secteur bancaire (World Bank Group, 2013).

Conclusion et implications politiques

L'étude modélise l'évolution de la concurrence dans le secteur bancaire du Zimbabwe en utilisant la version modifiée de l'indicateur et du modèle de Boone (2008), une mesure de la concurrence des entreprises, pour la période 2009 à 2017. Les résultats montrent que la concurrence dans le secteur bancaire a connu deux phases distinctes entre 2009 et 2017. Une augmentation prononcée de la concurrence sur le marché des prêts a été observée pour la période allant de 2009 à 2012. Cela a été, dans une certaine mesure, attribué aux approches agressives des banques pour accroître leur clientèle en offrant des prêts pour augmenter leurs actifs et leur rentabilité. Cette tendance s'est toutefois inversée après 2013, comme en témoigne le déclin de la concurrence entre 2014 et 2017. Cette situation résulte principalement de la baisse de la demande de prêts aux particuliers et aux entreprises et d'une approche mesurée des banques dans l'émission de nouveaux prêts suite à la hausse significative des PNP. Le lien entre le niveau de concurrence dans le secteur bancaire du pays et la stabilité est fort et la concurrence semble être bonne pour le secteur bancaire du pays. Spécifiquement, pour le Zimbabwe, la concurrence dans le secteur bancaire est bonne en ce sens qu'elle

ne favorise la stabilité que si cette concurrence se déroule dans un environnement macroéconomique stable avec une croissance soutenue de l'activité économique, une inflation faible et stable, une base de dépôts et d'actifs bancaires saine ainsi que des PNP faibles. En outre, la concurrence qui réaffecte les bénéfices des banques les moins efficaces aux banques les plus efficaces sur le marché zimbabwéen, comme on l'a vu au cours de la période 2009-2017, ne peut que favoriser la stabilité.

Les résultats de l'étude ont des implications politiques potentiellement importantes concernant la conception et l'application de réglementations qui créent les bonnes incitations pour préserver la stabilité, tout en étant conscient du lien entre la concurrence et la stabilité. Une meilleure compréhension de la dynamique de la concurrence et de la stabilité est cruciale non seulement pour les banques, les régulateurs bancaires et les décideurs politiques au Zimbabwe, mais aussi pour d'autres pays en développement. Pour les banques, la concurrence a des implications sur leur accès au financement et sur la stabilité. Les régulateurs bancaires et les décideurs politiques ont le pouvoir de façonner la concurrence bancaire à des niveaux qui produisent les niveaux de stabilité souhaités.

Bibliographie

- Allen, F., & Gale, D. (2000). *Comparing financial systems*. MIT press.
- Amidu, M., & Wolfe, S. (2013). Does bank competition and diversification lead to greater stability? Evidence from emerging markets. *Review of Development Finance*, 3(3), 152–166.
- Beck, T. (2008). *Bank competition and financial stability: friends or foes?* The World Bank.
- Berger, A. N., Demirgüç-Kunt, A., Levine, R., & Haubrich, J. G. (2004). Bank concentration and competition: An evolution in the making. *Journal of Money, Credit and Banking*, 433–451.
- Berger, A. N., Klapper, L. F., & Turk-Ariss, R. (2017). Bank competition and financial stability. In *Handbook of Competition in Banking and Finance*. Edward Elgar Publishing.
- Bikker, J. A., & Haaf, K. (2002). Competition, concentration, and their relationship: An empirical analysis of the banking industry. *Journal of banking & finance*, 26(11), 2191–2214.
- Boone, J. (2000). Measuring product market competition. In *CEPR Working Paper 2636*.
- Boone, J. (2001). Intensity of competition and the incentive to innovate. *International Journal of Industrial Organization*, 19(5), 705–726.
- Boone, J. (2004). A new way to measure competition. *CentER Discussion Paper, 2004*.
- Boone, J. (2008). A new way to measure competition. *The Economic Journal*, 118(531), 1245–1261.
- Boyd, J. H., & Graham, S. L. (1998). Consolidation in US banking: Implications for efficiency and risk. In *Bank Mergers & Acquisitions* (pp. 113–135). Springer, Boston, MA.
- Boyd, J. H., & Runkle, D. E. (1993). Size and performance of banking firms: Testing the predictions of theory. *Journal of monetary economics*, 31(1), 47–67.
- Chan, Y. S., Greenbaum, S. I., & Thakor, A. V. (1986). Information reusability, competition, and bank asset quality. *Journal of Banking & Finance*, 10(2), 243–253.

- Cipollini, A., & Fiordelisi, F. (2012). Economic value, competition, and financial distress in the European banking system. *Journal of Banking & Finance*, 36(11), 3101–3109.
- De Nicolo, G. (2001, April). Size, charter value and risk in banking: An international perspective. In *EFA 2001 Barcelona Meetings*.
- Delis, M. D., & Tsionas, E. G. (2009). The joint estimation of bank-level market power and efficiency. *Journal of Banking & Finance*, 33(10), 1842–1850.
- Dell’Ariccia, G., Igan, D., & Laeven, L. U. (2012). Credit booms and lending standards: Evidence from the subprime mortgage market. *Journal of Money, Credit and Banking*, 44(2–3), 367–384.
- Demirgüç-Kunt, A., & Huizinga, H. (2010). Bank activity and funding strategies: The impact on risk and returns. *Journal of Financial Economics*, 98(3), 626–650.
- Fiordelisi, F., & Mare, D. S. (2014). Competition and financial stability in European cooperative banks. *Journal of International Money and Finance*, 45, 1–16.
- Fu, X. M., Lin, Y. R., & Molyneux, P. (2014). Bank competition and financial stability in Asia Pacific. *Journal of Banking & Finance*, 38, 64–77.
- Griffith, R., Boone, J., & Harrison, R. (2005). Measuring competition. *Advanced Institute of Management Research Paper*, (022).
- Hartmann, P., & Carletti, E. (2002). *Competition and Stability: What's Special About Banking?* (No. sp140). Financial Markets Group.
- Keeley, M. C. (1990). Deposit insurance, risk, and market power in banking. *The American economic review*, 1183–1200.
- Koskela, E., & Stenbacka, R. (2000). Is there a trade-off between bank competition and financial fragility? *Journal of Banking & Finance*, 24(12), 1853–1873.
- Laeven, L., & Levine, R. (2009). Bank governance, regulation and risk taking. *Journal of financial economics*, 93(2), 259–275.
- Marcus, A. J. (1984). Deregulation and bank financial policy. *Journal of Banking & Finance*, 8(4), 557–565.
- Pruteanu-Podpiera, A., Weill, L., & Schobert, F. (2016). Banking competition and efficiency: A micro-data analysis on the Czech banking industry. In *Global Banking Crises and Emerging Markets* (pp. 52–74). Palgrave Macmillan, London.
- Sanderson, A., Le Roux, P., & Mutandwa, L. (2018). Competition and Bank Stability. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 8(3), 86.
- Schaeck, K. and Cihák, M. (2008). How does competition affect efficiency and soundness in banking? New empirical evidence. *Technical report, ECB Working Paper*.
- Schaeck, K., & Cihák, M. (2014). Competition, efficiency, and stability in banking. *Financial management*, 43(1), 215–241.
- Van Leuvensteijn, M., Bikker, J. A., Van Rixtel, A. A., & Sørensen, C. K. (2011). A new approach to measuring competition in the loan markets of the euro area. *Applied Economics*, 43(23), 3155–3167.
- World Bank Group. (2013). *Global financial development report 2014: Financial inclusion* (Vol. 2). World Bank Publications.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org